



Contribution à la consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne du 25 janvier 2021 au 25 mars 2021 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

FOL-NC

Contribution publiée le 25/03/2021



Fédération des Œuvres Laiques
de Nouvelle-Calédonie

Réponses de l'organisation au questionnaire mis à disposition sur la plateforme participative notreavenir-nc.fr.

Présentation de l'organisation et de son objet

La Fédération des Œuvres Laiques est une association de loi 1901, créée en 1954 autour des valeurs de partage, de solidarité, de justice, d'égalité, de mixité, de respect et de fraternité. C'est une composante de la Ligue de l'Enseignement, un mouvement d'Éducation Populaire. A la FOL, nous militons pour un accès à la culture, à l'éducation tout au long de la vie et aux loisirs. Nous cherchons à contribuer à la formation de citoyen-ne-s libres, égaux-ales et responsables, dans une société plus juste et plus solidaire. Actrice de l'Économie Sociale et Solidaire, notre organisation regroupe une cinquantaine d'associations dans les domaines de la culture, de l'éducation, du sport, de la citoyenneté, de l'environnement, du social, de l'insertion, de la santé et du handicap.

Selon vous, que signifie « être français » aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ?

Bien que résolument engagée au nom de ses valeurs dans le processus de décolonisation tel qu'envisagé par l'Accord de Nouméa, certaines questions ne sont pas de notre ressort. Il n'est pas dans l'objet statutaire de la FOL-NC de produire un avis sur une telle question bien que nous ayons beaucoup travaillé la question des identités.

Selon vous, que signifie l'indépendance ? Et que signifie la souveraineté ?

Indépendance	Souveraineté
<ul style="list-style-type: none">• Il n'est pas dans l'objet statutaire de notre fédération d'associations de produire un avis sur une telle question, et nous ne pourrions sans trahir la confiance de nos administrateurs et membres vous apporter une réponse.	<ul style="list-style-type: none">• Il n'est pas dans l'objet statutaire de notre fédération d'associations de produire un avis sur une telle question, et nous ne pourrions sans trahir la confiance de nos administrateurs et membres vous apporter une réponse.

Selon vous, quel(s) lien(s) la Nouvelle-Calédonie doit-elle entretenir avec la France ?

Il n'est pas dans l'objet statutaire de notre fédération d'associations de produire un avis sur une telle question, et nous ne pourrions sans trahir la confiance de nos administrateurs et membres vous apporter une réponse.

Selon vous, à quel(s) grand(s) défis la Nouvelle-Calédonie est-elle confrontée ? Et comment doit-elle y répondre ?

- En tant que mouvement d'idées, nous tentons de nous situer dans le monde qui nous entoure pour que notre projet associatif soit pertinent et adapté au contexte dans lequel nous le mettons en œuvre. Les défis qui nous attendent relèvent aussi bien du court terme (économie du nickel et conséquences en cas de fermeture d'usine sur la CAFAT) que du moyen terme (sortie de l'accord de Nouméa et construction d'un nouveau « pacte social » assurant les conditions d'un vivre ensemble apaisé et juste) et du long terme (dérèglement climatique). Car avant tout, nous devons comme le reste de la planète faire face au dérèglement climatique et aux conséquences multiples, profondes et parfois catastrophiques qu'il engendrera (la crise sanitaire n'est qu'une préfiguration des changements profonds qu'il va nous falloir entamer).
- Pour autant et pour répondre à la question, nous pensons qu'en tant qu'archipel océanien de la zone Asie-Pacifique, nous devons faire face aux enjeux de préservation de la biodiversité, à la préservation du patrimoine immatériel des océaniens particulièrement des kanak, au développement de l'économie blanche de la connaissance, l'économie bleue de la mer, l'économie verte du développement durable, l'économie numérique et à une économie de la santé moteur essentiel d'une société en essor. Et plus largement d'une économie qui ne soit pas uniquement au service du profit, mais bien de l'intérêt général.
- philosophie économique que recouvre la notion d'économie Sociale et Solidaire de laquelle nous nous réclamons.
- Mais nous ne pourrions espérer faire face à ces défis sans avoir traité en profondeur les injustices sociales, culturelles et fiscales. Elles sont les conséquences de différents mécanismes de discrimination, de déculturation des océaniens, et d'inégalités socio-économiques.
- La réduction des effets et des impacts de ces injustices doit être la résultante de politiques publiques (éducation, enseignement, culture, insertion professionnelle, jeunesse) volontaristes et pérennes.
- Le développement de ce nouveau genre de politique publique nécessite des approches véritablement transversales, inclusives, basées sur la capacité d'agir des populations locales et leur développement, sur la reconnaissance des modèles d'économie sociale et solidaire.
- Sur l'acceptation (sans remise en question) des représentations, des pratiques et des organisations du peuple kanak ; et des océaniens en général.
- Le défi majeur de la NC réside dans sa capacité à faire face à son processus historique de colonisation (avec son lot de dominations et d'oppression) afin de

rééquilibrer véritablement les rapports entre les « victimes de l'histoire » (au sens de la table ronde de Nainville-Les-Roches) et les autres.

Quels sont vos espoirs et préoccupations vis-à-vis de l'avenir calédonien ?

Espoirs	Préoccupations
<ul style="list-style-type: none">• La résilience de l'archipel, la diversité culturelle, la réalité géopolitique de la NC et le patrimoine immatériel des océaniens et des asiatiques particulièrement sur les plans sociopolitique et socioéconomique. Pour le réaliser les forces vives sont nombreuses et jeunes.• Enclencher un processus réel et profond de réconciliation : il est urgent d'entamer ce que le processus de l'Accord de Nouméa n'a pas enclenché : une décolonisation qui ne soit pas seulement institutionnelle mais également une décolonisation de nos esprits, à tous ! cf. contribution en PJ	<ul style="list-style-type: none">• Néanmoins il faudra investir plus volontairement sur des politiques publiques basées sur : le développement du bien-être social et sanitaire des personnes et de leurs environnements, le développement du capital humain (avant le capital économique), la mise en place systématique de pratiques sociales inclusives (surtout pour les anciens, les personnes en situation de handicap, les personnes vulnérables, marginalisées, exclues), le développement de l'économie sociale et solidaire, la transition écologique et la préservation de la biodiversité.• Le besoin de structurer la société civile et en particulier le monde associatif via un statut et des dispositions spécifiques clarifiées et précisées, en particulier au regard des enjeux de transfert de compétence.• Un diagnostic du monde associatif et de ses besoins devait être réalisé lors d'une mission annulée par l'état une semaine avant sa venue en 2019, et depuis, plus de nouvelles.

Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République* et listés ci-dessous :

- **Défi climatique**
- **Développement économique**
- **Axe indopacifique**

[*Discours prononcé par le Président de la République le 5 octobre 2020 à l'issue de la seconde consultation pour l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.](#)

contribution en pj.

Annexe

[Document partagé en complément de la réponse à la question « Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République ? »]

Enclencher un processus réel et profond de réconciliation et développer l'ESS

Thèmes proposés pour la consultation du Haut-Commissariat de NC, Mars 2021

Il est urgent d'entamer ce que le processus de l'Accord de Nouméa n'a pas enclenché : une décolonisation qui ne soit pas seulement institutionnelle mais également une décolonisation de nos esprits, à tous ! Déconstruire les rapports hégémoniques et de dominations dans lesquels nous avons bâti nos relations et dont nous sommes prisonniers bien souvent inconsciemment.

Ce défi est le point de départ de toutes les perspectives d'avenir, de sentiment d'appartenance et de cohésion sociale : d'un pacte social. Avant de penser un projet de société, il apparaît urgent de « faire société, de faire culture ». Cela passe par des gestes symboliques de pardon, de réparation et de réconciliation qui soient inscrits dans la vie publique, dans le monde du travail, dans les médias locaux et nationaux, dans l'éducation enfants-jeunes calédoniens, dans toutes les politiques publiques calédoniennes ... Afin de marquer tous les corps sociaux par ce qui nous différencie, ce qui nous a désuni et ce qui nous relie à présent. Le devoir de mémoire réside dans la responsabilité collective et individuelle de ne pas perpétuer l'oppression et la domination de l'autre en acceptant « l'océanité » de nos relations ; prémices d'un changement de modèle de société.

Dans d'autres pays du monde ces processus collectifs et en même temps individuels dénommés « justice transitionnelle » voient souvent le jour juste après de terribles conflits (Afrique du sud, Rwanda, Salomon...), mais parfois aussi longtemps après (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada...). Souvent dénommées « *commissions Vérité et Réconciliation* », elles comportent comme leur nom l'indique deux axes. Peut-être que la dimension « Vérité » est moins prégnante dans le contexte calédonien (pas eu de disparitions massives notamment, même s'il reste à faire le jour sur des événements tragiques et des morts violentes). Aussi la méthode doit être adaptée à notre contexte et nos enjeux, peut être en axant plus le travail sur la réconciliation. Pour autant gardons en tête qu'il faut bâtir une vérité commune, pour être le socle de la réconciliation à venir. Pour sa part, la FOL a travaillé de manière expérimentale en 2012 puis 2015 sur cette question au travers du projet des « identités en dialogues » suite à la projection du film « L'ordre et la morale » qui relatait les événements tragiques de l'assaut de la grotte d'Ouvéa, et aux débats de plus de 500 personnes à chaque fois sur cet épisode tragique et douloureux de notre histoire commune. Certains de nos membres en ont même fait des écrits dont un chapitre de livre et des conférences. Les méthodes utilisées pourraient préfigurer et nourrir ce travail plus large et ambitieux avec un portage institutionnel et un partenariat avec la société civile.

Réflexion sur notre économie et le besoin de développer l'ESS

Le développement économique de la Nouvelle Calédonie, comme beaucoup de recherches l'ont souligné, a été structuré pour et autour du nickel (Syndrome Néerlandais), et par une poignée de familles que Le Monde qualifiera de « conglomérat », soulignant qu'une poignée se partage 80% des richesses calédoniennes, tandis que la majorité, plus de 80% se contentent des 20% restants. L'ISEE, dans certains de ses rapports, fait aussi état de trop grandes disparités de revenus, et cette disparité épouse la structure ethnique de la population calédonienne (les Océaniens en général et les Kanak notamment restent toujours les plus pauvres malgré les politiques de rééquilibrage enclenchées). Ces constats ne sont pas de nature à favoriser le vivre ensemble que les accords politiques invoquent.

Il y a donc en Nouvelle Calédonie la nécessité de travailler sur la diversification de l'économie. Il y a de véritables stratégies de diversification à penser, à développer, et des cohérences à trouver à un niveau « Pays » pour que les initiatives provinciales soient de nature à consolider des filières qui pourraient constituer ce socle de diversification en Calédonie. La crise du COVID-19 nous rappelle cet impératif.

Récemment, un rapport commandé par l'AFD et le WWF sur la diversification de l'économie calédonienne expliquait qu'« Un diagnostic socio-économique, environnemental, et sociétal solide a permis de sélectionner cinq secteurs porteurs et un secteur émergent à potentiel pour l'engagement d'une transition écologique à soutenabilité forte : l'agroécologie, la valorisation durable des ressources halieutiques, la sylviculture durable, les énergies renouvelables, le tourisme durable, et la valorisation durable des substances naturelles (secteur émergent). »

L'ESS :

Il nous faut par ailleurs envisager de structurer l'économie Sociale et Solidaire qui rappelons-le désigne la branche de l'économie regroupant les entreprises et les organisations (coopératives, Entreprises Sociales, associations, mutuelles ou fondations) qui cherchent à concilier activité économique et équité sociale. Du commerce équitable à l'épargne solidaire, en passant par les innovations sociales dans le champ de la protection de l'environnement, de la lutte contre l'exclusion, de la santé ou de l'égalité des chances, l'ESS apporte une réponse à de nombreux enjeux de société contemporains.

Concernant la répartition des richesses, au-delà du slogan du rééquilibrage, elle apparaît comme une nécessité si on veut construire véritablement une communauté de destin. Après avoir dit cela que faisons-nous ? On se doit de renforcer nos politiques de formation, qu'elles soient en adéquation avec les besoins réels du marché calédonien en termes de demande. L'IDC-NC pointait dans un de ses rapports le fait que beaucoup des diplômés calédoniens, ne sont pas insérés correctement (pas de travail, ou travaillent dans un secteur différent que ce pour quoi ils ont été formés). Nos formations qu'elles soient professionnelles ou générales doivent être construites par et pour les besoins des calédoniens.

Il y a enfin une profonde réflexion à développer sur la fiscalité. Beaucoup en parle. Nous considérons que la réforme fiscale doit répondre à cette nécessité de répartir entre les calédoniens, de manière équitable, les richesses « du Pays ». C'est un devoir de solidarité.